La mainmise du parti

La lettre suivante que publie l'«Action Directe» est instructive à plus d'un titre. Elle indique des préoccupations et des combinaisons chez certains individus que, pour ma part, je ne soupçonnais pas à l'époque où son auteur l'écrivit.

Je dois à notre secrétaire de rédaction d'en avoir pu prendre connaissance avant sa publication; j'en profite pour la faire suivre de quelques réflexions.

– 0 –

Paris, 28 mars 1904

Citoyen Mosdier, Secrétaire de la
Fédération départementale des
Syndicats ouvriers de l'Aube
à Troyes

Cher camarade,

Tout d'abord, permettez-moi de vous remercier d'être mon interprète en ce sens auprès de la Commission Exécutive de la Fédération, de la confiance que vous m'avez accordée en me déléguant au Comité des Bourses.

Je vous en remercie, d'autant plus que ne vous ayant pas caché le but que je me proposais en acceptant la candidature posée par des camarades, vous m'avez donné un mandat suffisamment large pour le rendre compatible avec mon titre de membre discipliné du Parti Socialiste de France.

Au reçu de votre lettre, je me suis empressé d'écrire au citoyen Yvetot, pour le prier de me convoquer à la plus prochaine réunion, et ces assemblées n'ayant lieu que mensuellement, j'ai assisté à celle du 11 mars.

À l'ordre du jour était la proposition de la Bourse du Travail

de Lyon, qui tendait à interdire la représentation des Bourses aux journalistes professionnels.

Elle était motivée par les attaques faites dans la «Petite République», par Louis Maurice et Maurice Charnay, contre l'organisation des Bourses et le Comité confédéral. Je me souviens avoir lu ces articles dans la «P.R.» ainsi que les réponses et attaques des organisations visées dans la «Voix du Peuple», et l'impression qui m'en est restée est que, si la polémique de Louis Maurice et M. Charnay était brutale et maladroite, il y avait néanmoins un grand fond de vérité, surtout en ce qui concerne l'organisation parisienne, et que la défense des comités dans la «Voix du Peuple» portait à faux et répondait à côté. Je tâcherai de me procurer les journaux qui relatent cette polémique afin de vous les envoyer. Je n'ai, à cette époque, attaché d'autre importance à ces faits et me suis contenté de constater avec satisfaction le fossé qui se creusait entre la «P.R.» et les portefoins d'une part et les organisations syndicales d'autre part.

Nos camarades, mus par le désir d'affaiblir les bandes ministérielles dans leur action syndicale, se sont joints aux anarchisants. Peut-être ont-ils eut raison et en aurais-je fait autant? Cependant, cette polémique eut pour effet de raviver la lutte menée depuis longtemps par les anarchisants, allemanistes et autres, contre l'action politique, confondant notre attitude franchement d'opposition révolutionnaire avec celle des réformistes portefouinards.

Engagés dans cette voie, nos amis n'ont malheureusement pas su faire le distinguo nécessaire, et ont été entraînés dans ce mouvement et englobé dans l'agitation faite par quelques individualités se contemplant dans leur rôle de négateurs critiques de toute action politicienne (*sic*).

Depuis plus de six mois, cette polémique faite contre les organisations syndicales par les deux Maurice tient toutes les réunions du Comité des Bourses. Dès les premiers mois, les

deux auteurs sont venus s'y défendre, et depuis ils se sont abstenus d'assister aux séances en déclarant qu'ils se justifieront devant le prochain Congrès.

C'était pour mettre fin à la fausse situation résultant de l'absence des deux principaux intéressés que le Comité a voté une proposition du citoyen Luquet, renvoyant au Congrès de Bourges, la proposition de la Bourse de Lyon, proposition motivée par l'incompatibilité pour une Bourse de se faire représenter par un journaliste qui se retrouve obligé d'écrire par ordre et n'a pas l'indépendance nécessaire pour remplir son mandat, comme c'est pour le cas pour Louis Maurice et Maurice Charnay, ainsi qu'en fait foi la déclaration de la «P.R.» transformée.

N'ayant pas pris part aux premières discussions et ignorants les arguments fournis par les deux parties, j'ai cru devoir m'abstenir de ce vote.

Je ne crois pas possible de faire actuellement besogne utile au Comité fédéral des Bourses.

J'ai pu constater le peu d'importance de la Fédération des Bourses qui semble tomber en décadence, faute d'une direction précise. Mon but, si nous sommes d'accord, sera, sitôt la campagne électorale terminée, de relever la liste des villes représentée de m'informer près du Conseil central et des diverses Fédérations de notre Parti, des rapports de nos Sections avec les Bourses ou Fédérations syndicales de leurs contrées respectives et de tenter, après entente des Bourses ou Syndicats adhérents ou sympathisants à notre Parti, de nous emparer de la direction de la Fédération des Bourses.

Je suis persuadé, que des camarades comme Griffuelhes, ancien candidat de l'Alliance Communiste; Luquet, ancien P.O.F., etc., qui se sont engagés derrière les Yvetot et autres Delesalle, marcheraient dans une voie plus conforme à notre P.S.D.F. s'ils se sentaient soutenus par un bloc de délégués

ayant un but bien arrêté et que l'indolente Fédération des Bourses, qui semblent être la cinquième roue d'un chariot, pourrait être d'un grand concours à notre Parti: 1° En nous permettant de porter notre propagande dans des milieux jusqu'ici hostiles; 2° En servant de trait d'union entre les Syndicats et le Parti.

Voilà, je crois, la seule besogne qu'il y ait à faire et ce, en agissant par la province, car les délégués m'ont l'air d'être trop souvent laissés à eux-mêmes et semblent ne représenter que leur opinion personnelle, allant parfois à l'encontre de celle de nos amis des départements.

Je vous prie de me dire si nous sommes d'accord dans ce but, et dans l'attente de vous lire,

Agréez, cher camarade, mon salut fraternel.

F. Collignon,
9, rue du Ruisseau

– 0 –

Ainsi, déjà en 1904, Collignon ne venait pas au Comité des Bourses pour y travailler à la défense et à la prospérité de cet organisme syndical. Il avait un but tout autre, celui de manœuvrer en vue de s'emparer de la direction de la Fédération des Bourses. Il n'est pas modeste, Collignon! Mais, au moins, il eut dans cette lettre une franchise qu'il sut dissimuler pendant longtemps aux yeux des membres mêmes de son parti politique.

Il est vrai que, déjà, ces derniers étaient suspects. Griffuelhes, moi-même, n'étions-nous pas engagés derrière les Yvetot et autres Delesalle?

Ça, c'est une trouvaille, et vraiment, j'en appelle à Yvetot et à Delesalle, ils ne se doutaient pas de celle-là.

Mais Collignon veillait et se disposait à «nous faire marcher

dans une voie plus conforme au... Parti Socialiste de France».

Il y a de cela 4 ans bientôt, et Collignon en est encore à battre le rappel des mandats des Bourses du Travail, en vue de servir... quoi? l'action syndicale? non pas; l'action politique.

Eh bien, n'en déplaise à Collignon, je lui dirai avec une franchise, dont je l'ai crû capable jadis, que tous les membres du parti ne lui ressemblent pas et que loin de laisser mettre l'organisation syndicale au service de la politique, leur action dans le parti fut toujours et est encore de tendre à ce que l'action politique serve l'action de classe du prolétariat groupé dans ses Syndicats.

Gageons que c'est aussi la pensée de l'immense majorité des Bourses du Travail, malgré les tentatives de tous les Collignon.

Mais, n'est-ce pas qu'elle est édifiante cette lettre et qu'elle précise bien le sens des résolutions des Fédérations du Nord et de la Dordogne dont elle posait les prémisses et que certains hommes politiques voudraient imposer à l'organisation syndicale contre la volonté même du parti socialiste?

A. Luquet